

Entretien avec Antoine Ayoub

Pour un monde multipolaire

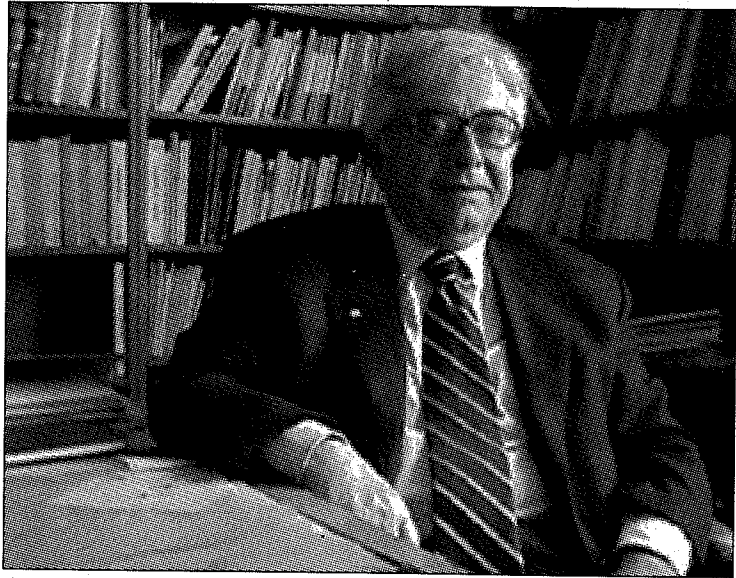


Photo Martin Croteau

Martin Croteau

Cité universitaire — L'émergence d'un système international multipolaire est essentielle à la création d'un monde pacifique. C'est ce que soutient Antoine Ayoub, professeur d'économie à l'Université Laval, et fondateur du Groupe de recherche en économie d'énergie, d'environnement et de ressources naturelles (GREEN).

Selon le professeur, qui a été décoré de l'Ordre de la Francophonie il y a deux semaines, les problèmes contemporains seront résolus par une approche multilatérale. «Il faut trouver un nouvel équilibre international pour remplacer l'équilibre bipolaire qui était maintenu pendant la guerre froide. À long terme, le monde ne peut rester unipolaire», a-t-il plaidé, en référence à la domination américaine de la scène internationale.

«Dans le cas irakien, une approche concertée autour de l'ONU et du Conseil de sécurité aurait été souhaitable», a-t-il déploré. Une position semblable à celle du gouvernement canadien.

Devant l'état actuel des relations internationales, M. Ayoub s'est dit «plutôt angoissé à court et moyen terme». Au sujet du conflit irakien, il s'est aussi montré critique. «Si les démocraties avaient fait leur possible pour aider la société irakienne, elles auraient certainement fait un travail plus durable que l'intervention actuelle», a-t-il affirmé.

L'Occident dépendant

Alors que la question du pétrole se retrouve au centre de plusieurs

analyses du conflit irakien, M. Ayoub a précisé que la dépendance du monde occidental à l'or noir a diminué depuis le choc pétrolier de 1973. Dans le cas américain, il attribue le problème actuel à une réduction de la production et des réserves pétrolières, et surtout au conflit israélo-palestinien.

«Les États-Unis ont besoin d'un approvisionnement pétrolier sécuritaire, qui n'aurait pas été menacé sans les problèmes politiques sous-jacents. Par exemple, les plus grandes réserves du monde se trouvent au Moyen-Orient. Sans le conflit israélo-palestinien, je ne vois pas pourquoi il y aurait une insécurité d'approvisionnement», a avancé M. Ayoub.

Humanisme

Par ailleurs, le professeur s'est montré critique envers la théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington, qui semble trouver une actualité nouvelle avec l'opposition croissante entre les mondes occidental et oriental. Selon M. Ayoub, qui est d'origine syrienne et qui a complété ses études en France avant d'arriver au Québec, la pensée rationnelle permet d'informer cette «inquiétante» thèse.

Pénurie de logements sociaux

Et les locataires?

Marie-Christine Pota

Québec — Comme le taux d'occupation des appartements atteint 0,3 % cette année, plusieurs locataires ne réussiront pas à se trouver un logement pour le 1er juillet. Qu'arrivera-t-il donc à ceux qui se retrouveront dans la rue? L'EXEMPLAIRE s'est questionné sur le sujet.

Dans le contexte de la crise du logement, «la discrimination est monnaie courante de la part des propriétaires et les loyers montent en flèche», a rappelé Nicole Dionne, coordinatrice à la Coalition pour le droit au logement.

«Beaucoup de ménages seront sans-logis. Notamment ceux qui ont été dans l'obligation de déménager à cause d'une séparation ou même d'une éviction pour non-paiement de loyer», a fait remarquer François Saillant, coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Le faible taux d'occupation n'est donc pas de bon augure pour le 1er juillet 2003. Le conseil des ministres a adopté, début mars, un programme de mesures d'urgence

de 3,2 M \$ pour la ville de Québec. «Ce programme financera, entre autres, les services d'hébergement d'urgence ainsi qu'une aide pour trouver un logement et pour entreposer les meubles», a ajouté M. Saillant. Cette aide financière demeure toutefois insuffisante, ont lancé Mme Dionne et M. Saillant.

«Au lieu de construire des logements, la Ville devrait donner des allocations», a suggéré Michel Riverin, directeur de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ). «Beaucoup de ménages croient que s'inscrire sur une liste d'attente leur garantissent un logement social pour le 1er juillet, mais ils se trompent», a-t-il continué.

Pour éviter de revivre les mêmes désagréments que les années

passées, la Société d'habitation Québec (SHQ) a lancé l'ordre aux groupes communautaires de renouveler leurs baux», a indiqué Hubert de Nicolini, agent de recherche à la SHQ. Ce mot d'ordre n'empêchera pas certaines familles de se retrouver à la rue, juge Nicole Dionne.

«La meilleure solution, avant de retrouver dehors, est d'avertir le propriétaire trois mois avant la fin du bail qu'on ne quitte pas le logement. Mais beaucoup seront en difficulté sans logis et devront vivre temporairement chez la famille, les amis ou dans les hôtels», a estimé Guillaume Brien, coordonnateur de la Fédération régionale des coopératives d'habitation du Québec.

Par ailleurs, les groupes communautaires continuent à se battre pour faire entendre leurs revendications auprès de la Ville de Québec. «On lui demande de construire beaucoup plus de 3500 logements», a déclaré François Saillant. «La Ville de Québec se doit d'avoir une réserve foncière dédiée à l'habitation sociale», a fait valoir Mme Dionne.

Manque de main-d'œuvre à l'horizon

Marie-Pier Goyette

Québec — Même si le système d'éducation québécois forme plus de jeunes en sciences et technologies, des observateurs prévoient que la relève se fera rare dans les années à venir. Pour prévenir le problème, des moyens sont mis en place pour inciter les jeunes à se diriger vers les domaines de sciences et technologies.

À moyen terme, les conséquences du manque de main-d'œuvre spécialisée dans l'industrie scientifique et technologique seraient néfastes. «Si les départs à la retraite se font nombreux et si la relève spécialisée est rare, il y aura nécessairement une pénurie de travailleurs», a indiqué Régis Labeaume, chargé de mission pour la Cité de l'optique de Québec.

Alors, comment éveiller l'intérêt des jeunes aux sciences? «Il faut les intéresser et les encourager dès le primaire et le secondaire à choisir les mathématiques,

la chimie et la physique», a soutenu M. Labeaume. Des séances d'information ont d'ailleurs été données dans les écoles primaires et secondaires de la région de Québec et de Chaudière-Appalaches, pour susciter l'intérêt des jeunes aux sciences.

Un moyen d'attirer les jeunes vers les secteurs scientifiques consiste à faciliter leur passage d'un programme technique vers l'université. «Par exemple, la technique en génie civil au Cégep offre aux étudiants la possibilité de poursuivre un baccalauréat à l'université dans leur champ d'étude, en ajoutant des cours d'appoint au DEC», a expliqué Guy

Gendron, vice-doyen aux études et directeur d'ensemble à la Faculté des sciences et génie à l'Université Laval.

Des chiffres qui en disent long

Selon un rapport du Conseil de la science et des technologies (CST), 20,6 % des jeunes âgés entre 15 et 19 ans ne sont intéressés, ni informés des possibilités aux sciences et aux technologies. Par ailleurs, 9,1 % de jeunes non intéressés, mais bien informés. «Ce sont des résultats préoccupants le CST, surtout lorsqu'on sait que les jeunes démontrent un faible intérêt pour les carrières scientifiques et technologiques», a précisé Hélène Tremblay, présidente du CST.

Un avis concernant la relève des sciences et technologies sera publié à la fin 2003, à la suite d'une étude réalisée par le CST, cette année. L'enquête fera la lumière sur la question du manque de travailleurs dans ce secteur de l'économie.